

une seule, d'ordre moral. Je n'ai rien à dire des premières. Evidemment l'Italie trouvait là une occasion unique, non seulement de faire triompher ses revendications sur les terres *irredente*, mais aussi d'agrandir tellement son cercle d'action que l'Adriatique devenait à peu près un lac italien. D'ordinaire, on demande plus pour avoir moins. D'autre part, l'Italie avait une occasion magnifique de vendre ses services au plus haut prix. Jamais elle n'aurait trouvé un ensemble de circonstances lui permettant de faire valoir avec autant de succès ses revendications. C'est une nation jeune, et les jeunes ont toujours des appétits formidables. L'Italie l'a prouvé en la circonstance. Mais c'est là un détail dans la question.

Il y avait un article *quinze*, cela est certain. Que contenait-il? On ne le sait pas au juste, car la version donnée par la Russie est contestée par tous les pays de l'entente. Les journaux italiens déclarent qu'il y a eu altération du texte primitif, et ils accusent directement un employé de la chancellerie de Petrograd, dont ils donnent le nom, qui aurait commis cette altération pour des fins politiques faciles à deviner.

En effet, en représentant l'Italie comme voulant à tout prix exclure non seulement les neutres mais spécialement le Saint-Siège des négociations de la paix future, elle mettait les Italiens qui sont catholiques en mauvaise posture devant les Autrichiens. Ceux-ci, en effet, devenaient en quelque sorte les défenseurs du droit du Saint-Siège, et la guerre, jusqu'alors politique, prenait un aspect religieux.

C'est un jeu renouvelé des Italiens. Quand ceux-ci voulurent entraîner leurs soldats contre Rome en 1870, ils n'hésitèrent point à leur faire croire qu'ils allaient porter secours à Pie IX prisonnier des Français et que le pape avait même accordé une indulgence plénière pour tous les soldats qui participeraient à sa libération ! Pour ne parler que d'un seul